COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

Samedi 9 Février 1980 — N° 56 — PRIX : ANTILLES 2F / FRANCE 3F

Editorial

IMPERIALISME EN TUNISIE, BUREAUCRATIE SOVIETIQUE EN AFGHANISTAN :

DES BANDES RIVALES QUI SE PARTAGENT LE TRAVAIL CONTRE LES PEUPLES.

L'impérialisme français, à la suite d'affrontements violents entre une poignée de «rebelles» ou de «guerilleros» tunisiens et l'armée tunisienne, les 26 et 27 janvier, dans la ville de Gafsa décide d'apporter son soutien militaire à Tunis. Les informations officielles tunisiennes parlent de «terroristes» soutenus par la Libye, mais apparemment - dans cette région minière de Gafsa - ces «terroristes» ont trouvé un soutien dans la population. Au point que l'impérialisme français s'est inquiété et a dû dépêcher des avions, des troupes et trois navires de guerre dont le lance-missiles Colbert.

«La France est une puissance méditer-«rannéenne et ne doit pas laisser se désta-«biliser le Maghreb a déclaré un ancien «ministre, M. Michel Jobert.

Aujourd'hui, les représentants de l'impérialisme français clament le bon droit de celui-ci d'envoyer ses troupes en Tunisie contre la population de ce pays. Comme ils proclamaient celui d'intervenir au Tchad au Zaire ou encore à Bangui, en Centre Afrique.

Ces gens-là ne ratent pas une occasion de parler «des droits de l'homme», de «liberté des peuples». Ils se demandent s'ils boycotteront ou pas les Jeux Olympiques pour donner une leçon de «démocratisme» et «de respect des libertés» à l'Union Soviétique. Mais ils sont eux-mêmes les pires interventionnistes dans les petits états, autrefois colonies de la France ou de la Belgique quand ce n'est pas de la Grande-Bretagne. Ils sont eux-mêmes les pires fossoyeurs de la liberté des peuples. Les navires français dans le port de Gabès, ne défendent aucune liberté que celle de l'impérialisme français de continuer le pillage du Maghreb et d'autres pays du continent africain.

Quand les soviétiques interviennent contre les libertés du peuple afghan, c'est l'impérialisme qui crie au scandale et joue les redresseurs de torts. Aujourd'hui, les staliniens à Moscou (et à Paris aussi, Marchais en tête !) trouveront dans l'intervention française en Tunisie des arguments pour justifier leur propre intervention. Ou du moins pour montrer du doigt leurs censeurs et les disqualifier.

La planète est bien aux mains de deux bandes rivales s'appuyant certes sur des systèmes différents ; mais ce sont bien deux bandes de bandits dangereusement armés qui agissent et complotent contre les intérêts des peuples. Elles ne valent pas mieux l'une que l'autre. Mais celle qu'il est urgent de détruire - car c'est elle qui permet finalement à l'autre d'exister - c'est la bande impérialiste. Aujourd'hui, c'est le «groupe» français de cette bande qui intervient en Tunisie. Demain les bateaux et sous-marins américains qui sont venus récemment en rade de Fort-de-France et Pointe-à-Pitre seront chargés de rendre à l'impérialisme français les services qu'il assume aujourd'hui en Afrique.

Canne : les petits planteurs refusent les prix officiels

La campagne sucrière devrait, en principe, s'ouvrir cette semaine en Guadeloupe et en Martinique. Mais dans les deux îles, la récolte n'a pu commencer effectivement à cause de l'opposition des syndicats de petits planteurs, notamment.

C'est ainsi qu'en Martinique, la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles a repoussé la proposition de 155 F pour une tonne et réclame 182F. En Guadeloupe, le prix fixé par la préfecture est encore plus bas : 132 F la tonne, alors que les petits planteurs estiment le prix de revient de la canne à plus de 180 F la tonne.

(Ph. ROUDYL)

C'est que, en Guadeloupe comme en Martinique, il y a belle lurette que le prix de la tonne de canne est régulièrement contesté à l'ouverture de la récolte par les représentants des petits planteurs ou que les syndicats des ouvriers agricoles protestent contre les salaires trop bas. A de nombreuses reprises, ces dernièrs années,notamment entre 1971 et 1976, la récolte a été marquée par des mouvements de grève en Guadeloupe. Si en Martinique ces mouvements n'ont pu être organisés dans la canne depuis près de 20 ans, cela est dû, pour une part, au fait que les capitalistes se sont détournés de ce secteur au point que les surfaces cultivées atteignent le tiers de celles cultivées en Guadeloupe : 7.000 hectares contre 21.000 hectares !

Mais que la culture de la canne soit très fortement réduite, comme c'est le cas en Martinique, ou qu'elle constitue encore, comme en Guadeloupe, un des piliers de l'économie, dans les deux cas, ce qui compte pour les usiniers, c'est d'acheter ce produit le moins cher possible, pour en tirer le plus de profit possible.

Par ailleurs, comme ils dominent le circuit de l'importation des engrais ou du matériel agricole, comme c'est à eux que revient le contrôle du poids et de la richesse saccharine de la canne qui leur est livrée, ils disposent de multiples moyens supplémentaires pour faire des profits sur le dos des petits planteurs.

Que ces derniers protestent n'est donc pas étonnant, et l'on voit même des hommes comme Ventakapen, dirigeant des exploitants agricoles en Martinique, et qui n'a aucune réputation de radicaliste, menacer de ne pas couper la canne, car à 155 F il vaut mieux la laisser debout que prendre en charge les frais de la coupe et du transport à l'usine !

Face aux capitalistes usiniers, qui par ailleurs sont les plus gros propriétaires de terres : Darboussier et Beauport en Guadeloupe, Hayot et Cointreau en Martinique, les petits paysans ont raison de montrer leur colère et de s'engager dans la voie de la lutte.C'est le seul moyen pour eux de ne pas voir leurs revenus diminuer.

Cependant, si cette lutte défensive est nécessaire, les petits planteurs et colons partiaires doivent aussi se donner les moyens de ne pas faire les frais de l'anarchie capitaliste et des divers plans élaborés par l'administration ou les capitalistes, plans qui se retournent régulièrement contre les plus pauvres, les plus démunis dans ce système.

Et dans une première étape, la reprise en mains des terres appartenant aux gros propriétaires fonciers et leur partage entre tous les travailleurs de la terre, sera nécessaire.

Trois siècles de colonisation ont abouti à ceci qu'aujourd'hui encore, l'essentiel des grosses propriétés sont aux mains d'une poignée de très grands propriétaires : la SIS, Beauport, Grosse-Montagne et Gardel en Guadeloupe, Hayot, Simonnet et Cointreau en Martinique. Ces messieurs, au gré de leurs bénéfices, investissent ou désinvestissent dans tel ou tel secteur, mais ils préservent à tous les coups leurs immenses profits en pressurant au maximum ouvriers agricoles et petits planteurs !

Pour ne pas supporter ces conséquences, pour que chaque mois de janvier ne soit pas une occasion supplémentaire de voir l'année commencer avec angoisse parce qu'on ne sait pas après avoir planté, quels revenus on peut espérer de sa récolte, le véritable intérêt des paysans et des ouvriers agricoles est d'exproprier les capitalistes de la terre.

Alors à ce moment, ils pourraient commencer par décider eux-mêmes de ce qu'il convient pour eux de planter ou de ne pas planter, et précisément, cela ne serait pas obligatoirement de la canne, mais bien plutôt d'autres produits nécessaires au ravitaillement du marché intérieur, et que l'on importe fort cher !

Cette prise en charge par les paysans et les ouvriers agricoles de leurs propres affaires n'est possible qu'à la condition de se débarrasser des parasites qui ne se sont engraissés que trop sur leur travail.

Jacques BRUEL

TUNISISIE : UN SOULEVEMENT SOUTENU PAR LA POPULATION

Le gouvernement tunisien tente d'imputer le soulèvement armé de la ville de Gafsa à une intervention étrangère qu'il met au compte de la Lybie, pays voisin. En réalité, il n'en est rien, il s'agit bien de commandos tunisiens soutenus par la population tunisienne qui sont à l'origine de ce soulèvement.

D'ailleurs, malgré une intervention policière et armée brutale, de porte en porte, des suspects qui sont poursuivis n'ont pas été retrouvés. Ce qui prouve qu'une grande fraction de la population soutient ceux que le gouvernement cherche à réprimer. Et cela n'a rien de surprenant quand on sait quelle haine voue la population tunisienne au régime sanglant de Bourguiba. De nombreux tunisiens ont encore en mémoire, et pour cause, la sanglante répression qui a eu lieu il y a deux ans contre une grève ouvrière et le fait que les évènements de Gafsa aient eu lieu deux ans jour pour jour après cette répression montre bien que, au sein même du peuple tunisien, se trouvent des gens qui refusent la dictature et sont prêts à se battre les armes à la main.

Les travailleurs tunisiens se sont toujours élevés contre la dictature et la répression. Dans ce pays la classe ouvrière est relativement forte et a su se forger, de longue date, certaines traditions de lutte et d'organisation. La région de Gafsa, précisément est une région qui regroupe dans les usines de phosphate 12 000 travailleurs environ qui constituent l'une des plus grandes concentrations ouvrières du pays. Bas salaires, accidents de travail, licenciements sont le lot quotidien de ces travailleurs. En 77, 78, les luttes furent nombreuses. Les travailleurs de cette région jouèrent un rôle particulièrement important dans la grève générale de janvier 78 qui fut si cruellement réprimée. Il n'est donc pas étonnant que la population composée en majorité de ces travailleurs ait soutenu et même (pour certains) rejoint les rebelles les appelant à la révolte.

Certains reportages sont d'ailleurs très précis sur cela .

Le journal français «Le Monde» écrit :

«. . . des gardes nationaux prenant connais-«sance des journaux ont la surprise de recon-«naitre sur les photos des «bandits» un ami ou «un voisin ; des commandos distribuaient des «armes à des éléments de la population qui ac-«ceptaient de les suivre et ceux là étaient, d'a-«près les témoignages, en grand nombre.»

Suite page 4

ARTHUR REGIS: DU NATIONALISME MODERE AU RADICALISME RETICENT

A la suite de sa démission fracassante du Conseil Général, A. Régis s'est expliqué un peu plus longuement dans la presse et sur les ondes sur les raisons de son geste. Ceux qui auraient pu croire que le conseiller PPM démissionnaire avait des propositions nouvelles à présenter ont été bien déçus. Car en lançant son pavé dans la mare, Régis s'est bien gardé de faire trop de vagues. Il a, dit-il, voulu «tenter de créer un choc afin que (ses) frères et sœurs martiniquais, bousculés par la brutalité de (sa) décision, comprennent que les Envahisseurs sont en train de nous voler notre pays. . .» Mais son intention n'allait guère plus loin que de vouloir faire comprendre d'une façon spectaculaire et inhabituelle ce que son parti, le PPM, répète depuis des années : à savoir «le génocide par substitution, » du peuple martiniquais qui serait, selon lui, entrepris par le gouvernement français. Mais, fondamentalement, Régis n'a rien d'autre à proposer que ce que propose le PPM, c'est-à-dire une politique modérée qui se veut réformiste et qui s'appuie sur l'électoralisme.

Régis proclame bien haut que le Conseil Général ne sert à rien, qu'il ne peut prendre aucune décision et que c'est la Préfecture qui décide toujours en dernier ressort. Il déclara tout net qu'il n'y mettra plus les pieds. Fort bien... Mais c'est pour corriger aussitôt : «sauf si à la suite de négociations, à la faveur d'un rapport de force des Martiniquais contre le gouvernement, le Conseil Général devient une assemblée délibérante, présidée par un Exécutif nommé et contrôlé par les Martiniquais. . . » Et s'il envisage la posssibilité que les autres élus du PPM démissionnent également du Conseil Général, c'est pour ajouter bien vite cette restriction : «sauf si le gouvernement change de politique. . . »

Ainsi il suffirait que le gouvernement français fasse quelques concessions, qu'il accorde quelques nouvelles fonctions ou quelques nouveaux pouvoir au Conseil Général pour que Régis se rallie à nouveau à cette assemblée.

Ce n'est pas dans une perspective de lutte que Régis voit un changement possible, mais dans le fait que «le gouvernement change de politique».

Et en cela il ne diffère en rien de la ligne de son parti. Car en fait que propose le PPM, sinon de demander au gouvernement français, en s'appuyant uniquement sur les résultats acquis aux élections, un changement du statut de la Martinique ? Et Régis, pas plus que son parti, n'envisage d'autres formes de pouvoir que celles qui existent sous le système actuel, c'est-à-dire des institutions bourgeoises comme le Conseil Général.

D'ailleurs Régis ne remet pas en cause le programme de son parti. En fait de «lutte de libération nationale», il prône tout comme ses camarades du PPM, l'autonomie en union avec la France, et tout comme eux il ne considère pas d'autres moyens pour y arriver que le bulletin de vote. Là réside pour lui le changement du «rapport de force» entre le gouvernement et «les Martiniquais». En fait, Régis est absolument fidèle à la ligne de son parti ; et ses propos révoltés ne cachent que le nationalisme modéré qui fait le fond de la politique du PPM. D'ailleurs il le déclare lui même : «J'aime mon parti, j'y suis bien.» . . . «Je suis encore plus fier d'être un PPM et d'avoir contribué à la construction de ce rempart du peuple martiniquais.»

En fait, il n'y a pas de contestation de Régis de son propre parti. Il n'y a que celle qu'on lui prête.

De la même façon, lorsqu'il déclare que «les travailleurs dans leur syndicat devraient agir pour mettre en état de négociation le système colonial» (ce que d'ailleurs les travailleurs font lorsqu'ils se mettent en lutte, et ceci sans avoir attendu Régis), ce n'est pas qu'il soit subitement devenu un porte-parole de la classe ouvrière. Non, s'il reconnait que «la vie du pays se trouve dans la main des travailleurs», ce n'est pas pour proclamer que les travailleurs doivent diriger la lutte de libération nationale et instaurer un pouvoir ouvrier: C'est pour appeler ceux-ci au contraire à se fondre dans un ensemble «national», c'est-à-dire en réalité à se mettre à la remorque de la petite-bourgeoisie nationale que représente justement le PPM. Et cela est particulièrement évident dans des phrases comme celles-ci : «devant la mort de la Martinique, ou bien nous nous sauvons tous, ou bien nous périssons tous si nous ne formons pas un seul bloc en face des envahisseurs français» . . . «Il faut faire un pas après l'autre. Le premier c'est que la Martinique devienne la propriété des Martiniquais.»

Là encore Régis est absolument fidèle à la ligne de son parti. Et les travailleurs qui auraient pu avoir un instant l'illusion que Régis s'opposait au programme petit-bourgeois du PPM pour prôner une politique représentant les intérêts de la classe ouvrière, doivent se rendre compte qu'il n'en a jamais été question. Régis est en tous points en accord avec son parti.

Aussi son coup d'éclat doit-il être ramené à sa juste mesure. Il n'est que l'expression du manque total de perspectives, autres qu'électorales, du PPM, dans une période où justement les échéances électorales sont encore éloignées. Pour l'élu qu'est Régis, cette situation n'a pas provoqué une remise en cause de la politique électoraliste et réformiste du PPM. elle n'a entrainé que son découragement. Et les propos d'un nationalisme virulent qui couvrent son geste ne sont que l'apparence de radicalisme qui cachent pour l'instant une totale impuissance.

Claire GOYA

FRANCE: LES JEUNES DU TECHNIQUE EN COLERE

Dans toute la France, les élèves des LEP sont en grève, certains depuis le 23 janvier. Ils organisent eux-mêmes leur lutte et mardi 29 janvier ils étaient 4000 dans la rue à Paris et plus de 2000 à Marseille. Parmi eux de nombreux Antillais, fils de travailleurs de l'émigration, participent activement à la lutte.

Cette grève, c'est le ras le bol de ceux du technique. L'enseignement dans les LEP n'a pas d'autres orientations en France qu'aux Antilles.

Il vise essentiellement à faire des élèves des ouvriers «rentables» immédiatement et pas à leur donner une réelle formation. C'est dans cette optique que, sans rien modifier aux programmes, le ministre Beullac leur a imposé des stages en entreprise à partir de cette année. Cela signifie pour les élèves de longues journées de 8 heures avant de courir à l'étude. Or cela les élèves des LEP n'en veulent pas.

D'ailleurs, déjà à l'école ils connaissent les aspects négatifs de la vie en usine. Certains enseignants se chargent de les leur faire connaître par des brimades ou même des brutalités. Les cadences dans les ateliers sont parfois très dures.

Les jeunes des LEP ont raison de se battre contre l'administration car c'est aussi contre toutes ces injustices qu'ils se battent. Eux qui sont tous de futurs travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés, mènent une grève enthousiaste. C'est grâce à leur volonté de lutte qu' ils sauront se faire entendre.

POUR LA MAJORITE DES MARAICHERS, AUCUNE AIDE APRES DAVID

Depuis le passage des cyclones David et Frédéric, le gouvernement, par Dijoud et autres voyageurs interposés, nous a fait croire que des sommes fantastiques allaient être distribuées aux petits agriculteurs et maraîchers. Un jour ne passait pas sans qu'on entende à la radio, à la télévision ou sans qu'on ne lise dans «France-Antilles» les sommes qui allaient être ainsi distribuées.

Aujourd'hui, plus de quatre mois après, beaucoup de petits agriculteurs attendent encore les aides promises. Et c'est particulièrement le cas des maraîchers, qui ne sont pas membres de la coopérative de Campry à Baillif.

En effet, les membres de cette coopérative ont déjà reçu une première tranche d'aide, une deuxième leur sera versée dans un avenir assez proche, les autres par contre n'ont rien obtenu. Pourquoi cette attitude des pouvoirs publics ? Il faut croire qu'on s'est rapidement occupé des membres de la coopérative parce qu'ils ont la possibilité de protester avec force, parce qu'il leur est possible de faire entendre leur voix, alors que les autres maraîchers, répartis aux quatre coins de la Guadeloupe, isolés, n'ont aucun moyen de se défendre ! Quand on sait que certains d'entre eux ont perdu deux et parfois trois hectares de culture on comprend qu'ils voient l'avenir avec inquiétude.

Si le préfet a tout de suite après le cyclone décidé de fixer le prix des légumes produits en Guadeloupe, cela c'était facile, en revanche, rien n'a été fait pour permettre aux maraîchers de faire face à leurs difficultés.

LA REUNION: LA MISERE A FAIT PLUS DE DEGATS QUE LE CYCLONE

Le cyclone Hyacinthe a ravagé la Réunion faisant 25 morts, 15 disparus et laissant 7000 personnes sans abri. Les dégâts matériels entrainés par le cyclone expriment la réalité de la misère et du sous-développement que le gouvernement français laisse s'établir à la Réunion. Dijoud lui même s'est dit «surpris» par le manque de sérieux dans la fabrication des toutes et des ponts. Il reconnait qu'ils n'étaient pas prévus pour résister aux pluies et au vent.

Aujourd'hui, les vivres manquent en Réunion. Des milliers de gens sont menacés d'attraper les pires maladies. Des eaux polluées par des fosses septiques, les égoûts et les cadavres d'animaux ont inondé certaines régions. Leurs habitants, privés d'eau, sont obligés de s'approvisionner dans ces mares putrides. L'électricité n'a pas été rétablie partout. Tout cela n'est pas simplement la marque d'une catastrophe naturelle. C'est le résultat d'un sous-équipement permanent à la Réunion.

Et le gouvernement français a la responsabilité de la misère dans laquelle vit la population de cette île. Aujourd'hui que le malheur la frappe, il déverse son flot habituel de bonnes paroles. Mais «la solidarité nationale» nous aux Antilles, nous connaissons. Ce gouvernement sait pertinnement que l'infrastructure (routes, etc.), les logements, ne sont pas corrects en Réunion, et que de ce fait le moindre cyclone est un véritable désastre. Alors, qu'il cesse son cinéma !

Quant aux aides soi-disant prévues, les ouvriers de la banane en Guadeloupe peuvent en témoigner, elles sont dérisoires. Les 3000 familles qui vivent de la culture du géranium pour la parfumerie doivent savoir qu'elles n'auront aucune aide pas même les dérisoires 700F par mois si elles ne se battent pas. De même ceux des plantations de tabac détruites à 50 %.

20 ANS DE PRISON POUR CAUSE D'EMIGRATION

Une jeune Guadeloupéenne vient d'être condamnée par la cour d'Assise de Chartres à vingt ans de réclusion criminelle pour avoir blessé mortellement son fils de quatre ans.

Outre qu'on notera la rigueur de la peine, qui ne rendra certes pas la vie à l'enfant mais laissera par contre les deux autres petites filles de cette femme pratiquement orphelines, on est particulièrement révolté par l'énormité de ce verdict lorsqu'on connait les circonstances du drame.

En effet, obligés de partir pour travailler en France, lui comme agent de la SNCF, elle comme aide-soignante à l'hôpital, les parents, tous deux Guadeloupéens, ont laissé leur plus jeune fils chez sa grand-mère à la Désirade. Au bout de quatre ans ils le font venir, ayant enfin pu se libérer d'une série de difficultés matérielles. Mais au bout de ces quatre ans, l'enfant a oublié sa mère et il refuse de la reconnaître et de l'aimer. Ce drame de la séparation conduira la mère et son fils à s'opposer continuellement, jusqu'à ce qu'elle le blesse mortellement dans un accès de colère et de ressentiment.

La situation qui fait que des travailleurs sont obligés d'émigrer en France pour vivre et qu'ils se retrouvent séparés de leurs enfants pendant un temps assez long, n'est malheureusement pas exceptionnelle. C'est même plutôt un cas fréquent. Et cela peut parfois conduire à des drames comme celui-là.

Car si l'acte de la mère est horrible en lui-même, il ne saurait être séparé de tout le contexte qui l'entoure. Et il semble bien qu'en prononçant sa sentence la cour d'Assises de Chartres ait fait complètement abstraction de ce qu'est l'émigration des Antillais en France et quelles répercussions cette situation peut avoir chez les individus.

Mais cette situation est pourtant bien le fruit de la politique du colonialisme français qui oblige les Antillais à émigrer pour vivre.

LES EAUX DE LA CARAIBE POLLUEES PAR UN PETROLIER

Le pétrolier Princess Ann Mary qui se rendait aux Etats Unis a fait naufrage au large du Mexique libérant dans la mer Caraïbe 59 000 tonnes de pétrole qu'il transportait pour la compagnie Américaine Texaco. La nappe de pétrole polluant les eaux a provoqué d'énormes dégâts au niveau de la flore et de la faune marine détruisant en particulier les crustacés qui font la richesse du golfe du Mexique.

Aux Antilles, nous ne sommes pas à l'abri d'une pollution à cette échelle. Les conséquences en seraient aussi dramatiques. Les nombreux pêcheurs antillais se trouveraient d'un coup privés de leurs moyens de subsistance. Quand la faune marine est détruite, il faut plusieurs dizaines d'années pour qu'elle soit régénérée. Cela signifie que la pollution des eaux entrainerait la suppression de la pêche aux Antilles pendant des années.

Voilà les risques que font courir quotidiennement les gros trusts pétroliers qui transportent le pétrole et amassent des super-profits au mépris des règles de sécurité.

MARTINIQUE

ENFANCE INADAPTEE, ASSURANCES, BASSIN DE RADOUB, : LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PAS FAIRE

Actuellement se déroulent en Martinique toute une série de conflits sociaux qui pour être limités et circonscrits dans des secteurs bien particuliers n'en sont pas moins significatifs de la volonté des travailleurs de ne pas se laisser faire.

C'est ainsi que la grève des Assurances, déclenchée il y a quatre semaines continue encore. Les patrons refusent de céder devant la principale revendication des travailleurs qui réclament une augmentation de salaire et la rediscussion de la convention collective qui n'a pas été révisée depuis 1965 !

Les travailleurs du Bassin de Radoub sont eux aussi entrés en lutte contre les tentatives du patron de diminuer les horaires de travail et par conséquent les salaires des ouvriers.

Dans l'Enfance Inadaptée, les travailleurs sont là aussi entrés en grève le mardi 5 pour protester contre le licenciement d'une de leurs camarades. Ils exigent sa réintégration et dénonçent les manœuvres de Mazarin, le directeur de l'institution qui l'a licenciée sous des prétextes fallacieux.

AU BASSIN DE RADOUB : GREVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Depuis le vendredi 1er février la totalité des ouvriers de la SIGBR (Société industrielle de gestion du Bassin de Radoub), soit une vingtaine de personnes, sont en grève. En effet, le patron leur a annoncé qu'il allait licencier 8 d'entre eux, ou bien réduire le salaire de tous à 35 heures par semaine. Les ouvriers, unanimes, ont rejeté les deux solutions du patron, qui équivalaient à choisir entre la peste et le choléra. Ils ne veulent ni licenciements, ni perte de salaire, et ils se sont mis en grève sur ces revendications. Ils exigent de plus le paiement des jours de grève.

Le patron prétend qu'il n'y a pas suffisamment de travail pour employer tout le personnel, et que le Bassin n'est pas suffisamment rentable. En réalité, ce qu'il veut c'est renforcer les cadences de travail en diminuant le nombre d'ouvriers. Mais le Bassin rapporte gros à la SIGBR; (qui est patronné par la Socaltra, elle-même filiale du trust français Creusot-Loire), car depuis deux ans il fonctionne à plein temps. et les patrons ne manquent pas de clients.

En ce moment même une vedette de l'armée est bloquée dans le Bassin, en cale sèche. Un autre bâtiment de l'armée est prévu pour le mois prochain, et plusieurs bateaux de pêche japonais sont également annoncés pour bientôt. Ce n'est donc pas le travail qui manque. Mais les patrons de la SIGBR entendent peut-être aussi, en brandissant la menace de la mise au chômage du personnel, faire pression sur le Conseil Général ou la Préfecture pour obtenir des subventions.

Quoi qu'il en soit, ceci est le problème des patrons, pas des ouvriers. Que les patrons se débrouillent pour faire marcher leur entreprise, c'est leur affaire. Les travailleurs, eux, se battent pour conserver leur gagne-pain et ne pas voir diminuer leurs salaire. Déjà, ils risquent quotidiennement leur vie ou leur santé pour les profits de la SIGBR. En effet, les conditions de travail sur le Bassin de Radoub sont déplorables ; les accidents y sont très nombreux car la sécurité n'est pas respectée par les patrons. Ainsi dernièrement, un ouvrier a eu la jambe perforée par un jet d'eau et de sable mélangés à forte pression et utilisé pour nettoyer les bateaux; ceci parce qu'il n'avait pas de protection. Un autre a été électrocuté lorsqu'un bateau a été mis en charge; encore une fois les patrons n'avaient pas respecté la sécurité. Puis c'est un autre ouvrier qui est tombé d'un échaffaudage branlant et qui a dû faire plusieurs jours d'hôpital. Un autre a été blessé par une pompe qui n'avait pas de capot de protection... Et pas une semaine ne se passe sans qu'il y ait un accident dû au je-m'en-foutisme et à la négligence des patrons. Quant à l'Inspection du travail, alertée par les ouvriers, elle laisse faire et rejette sur la DDE la responsabilité de veiller au respect des conditions de sécurité par les patrons. Ceux-ci ne se sentent pas inquiétés et les ouvriers continuent à risquer chaque jour leur peau au milieu des câbles électriques sans protection, des échaffaudages vétustes et dangereux, des quais sans rambarde qui donnent sur le vide, etc. . .

De plus, bien souvent, les ouvriers doivent travailler le samedi, le dimanche, ou le soir, pour terminer à temps des commandes que le patron s'est engagé à livrer au client le plus tôt possible.

Une telle exploitation des ouvriers ne suffit sans doute pas à la SIGBR, qui voudrait maintenant en licencier une partie en augmentant le travail des autres, ou réduire tous les salaires.

En ripostant par la grève, les travailleurs ont montré qu'ils étaient déterminés à s'opposer aux projets des patrons.

DERNIERE HEURE

Des discussions seraient engagées entre les ouvriers et le patron.

MARTINIQUE

AUGMENTATION DU GAZ

Comme c'était à prévoir, les compagnies distributrices de gaz à la Martinique viennent d'augmenter le prix de leurs produits. C'est ainsi que la bonbonne de consommation courante passe de 34,10 F à 37,15 F, soit près de 10 % d'augmentation.

Cette augmentation vient après celle de la Guadeloupe où les compagnies avaient fait passer la bouteille de 34,50 F à 41 F, soit près de 20 % de plus d'un seul coup ! Pour justifier cette augmentation, les capitalistes avaient carrément organisé la pénurie sur le marché guadeloupéen et après avoir privé les consommateurs de gaz pendant plus de 15 jours, ils avaient augmenté leurs prix.

Mais en Martinique, ils ne se sont même pas donné la peine d'effectuer une telle manœuvre. Considérant sans doute qu'on ne pouvait décemment tondre le consommateur guadeloupéen sans en faire de même avec son homologue martiniquais, ces messieurs avec la bénédiction de la préfecture colonialiste ont tout simplement décidé de hausser leurs prix sans justificatif ni explication d'aucune sorte !

NOUVELLES GALERIES: GREVE DE DEUX JOURS . LES EMPLOYES MONTRENT LEUR MECONTENTEMENT

Vendredi 1er février dans l'après-midi et samedi 2, toute la journée, les employés des Nouvelles Galeries se sont mis en grève.

La direction était aux abois. En début de mois, une grève cela fait mal aux caisses car les achats sont toujours très importants. La direction a même parlé de «grève illégale», déclenchée par les syndicalistes, dans les commentaires qu'elle a faits à France-Antilles. Il est vrai qu'il est toujours plus facile de parler de meneurs syndicalistes, plutôt que d'avouer qu'une centaine d'employés refusent l'arbitraire d'une sanction.

Car s'il y a une situation «illégale» c'est bien qu'un travailleur soit sanctionné sévèrement pour avoir pris une initiative qui n'a pas plu à la direction.

Ce camarade s'occupait du rayon «fruits et légumes». Il a pris sur lui de faire une remise de 12F à un client qui achetait certains articles abimés.

C'est pour cela, officiellement, que la direction voulait licencier cet employé. Après plusieurs discussions avec les délégués du personnel et l'intervention de l'inspection du travail, elle a dû reculer. Mais pour marquer le coup, elle a décidé de déplacer l'employé et de l'envoyer au dépôt de Jarry.

Mais les employés n'étaient pas dupes. Ce n'est pas tant pour les 12F de remise que la direction s'acharnait sur ce camarade. Mais bien plutôt parce qu'il n'avait pas l'heur de plaire à son chef de groupe, lequel s'entend fort bien avec le patron. . .

Voilà le fin mot de l'histoire. Les Nouvelles Galeries, c'est maintenant une affaire qui tourne, et qui tourne même bien. Aussi les patrons voudraient bien que les employés eux aussi «tournent bien». Entendez qu'ils soient souples et dociles, acceptent n'importe quelles conditions de travail, de salaire ou n'importe quel petit chef zélé.

Les employés ont voulu montrer qu'ils ne l'entendaient pas du tout de la sorte. Et ils ont décidé à leur tour «de marquer le coup», marquer leur mécontentement contre le déplacement de leur camarade.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

GROSSE—MONTAGNE : REFUSER LE TRAVAIL DU DIMANCHE : UNE BONNE HABITUDE A PRENDRE

Dernièrement, la direction nous a convoqués pour nous proposer de travailler le dimanche.

La raison de cette proposition : l'usine n'est pas prête à fonctionner et ne le sera pas avant une bonne semaine ou deux.

La direction ne voulant pas trop retarder la mise en marche avait pensé à la solution du dimanche.

Malheureusement pour elle nous n'avons pas accepté sa proposition.

En cela nous avons eu raison. . .
Mais si nous gardions cette attitude, y compris et surtout au cours de la récolte, cela vaudrait encore mieux !

GROSSE—MONTAGNE : LES HEURES SUPPLEMENTAIRES NE PROFITENT QU'AUX PATRONS

Pour mettre en marche dans un délai assez bref, les patrons de Grosse-Montagne ne lésinent pas sur les moyens.

Cadences et heures supplémentaires ont très rapidement augmenté.

Ainsi, certains d'entre nous travaillent jusqu'à douze heures par jour.

Ce qui est encore plus sur c'est que nous en ferons encore davantage au cours de la récolte.

Au rythme de deux heures supplémentaires par jour et par travailleur et si l'on s'en tient à l'effectif actuel de l'usine, la récolte est écourtée d'un bon mois de travail.

Or dans l'état actuel des choses, ce sont les patrons qui gagnent.

En refusant les heures supplémentaires et donc en ne travaillant que huit heures par jour, la récolte serait allongée d'un mois au moins.

SOCALTRA : RETOUR DE MANIVELLE !

Un accident est si vite arrivé ! D'habitude ce sont les ouvriers qui en sont victimes. Pour une fois c'est le directeur technique lui-même qui a été renversé par une voiture à la Sara.

Ainsi va la vie !

E.D.F. MARTINIQUE L'HEURE D'ETE ET LA TEMPERATURE D'HIVER

A Desclieux, au service relation clientèle et plus particulièrement dans les bureaux du service commercial situés au premier étage on se croirait en Sibérie.

Il fait tellement froid que certains agents sont obligés de mettre des chaussons ou des gilets.

Nous ne pouvons pas agir sur le réglage de la climatisation parce qu'elle est centrale, et nous ne pouvons non plus ouvrir les volets parce que la direction a fait oter les leviers de commande.

Vu le nombre de fois que nous avons signalé au chef de service cette baisse de température, il faut conclure à une panne de la climatisation, à moins d'un entêtement de nos supérieurs à consommer plus d'énergie.

Peut-être qu'après avoir nationalisé l'entreprise, on veut nous appliquer la départementalisation climatique !

SIG (GRAND—CAMP) COMMENT JUSTIFIER SON SALAIRE

A Grand Camp, le surveillant s'amuse à nous déplacer de notre lieu de travail quand bon lui semble.

Ce fut le cas en particulier la semaine dernière, dans les escaliers.

Au fond, pour nous, cela ne change pas grand chose : respirer la poussière et les mauvaises odeurs des escaliers de «Chicane», «Grammont» ou «Point», c'est du pareil au même.

Si les raisons du surveillant sont de nous tracasser, il perd son temps.

A part cela, nous ne voyons aucune raison particulière pour ce monsieur de nous déplacer de la sorte si ce n'est qu'il n'a pas grand chose à faire et qu'il lui faut bien justifier son salaire.

CHFF MIEUX QUE LE GET : L'AMBULANCE !

Pour tenter de répondre aux besoins des services, les ambulanciers sont obligés d'entasser les malades comme des sardines dans les ambulances.

Tout cela parce qu'il n'y a pas assez de voitures. Et à chaque voyage c'est la surcharge. Ainsi une fourgonnette prévue pour 7 malades en contient parfois 12 !

Alors nous nous posons la question : la direction aurait-elle décidé, sans nous avertir, d'implanter un service de transports en commun à l'hôpital ?

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P : Y - A - T'IL TROP D'INFIRMIERS ?

Le bruit court que l'école d'infirmiers n'assurerait plus, dans quelques temps la formation de nouveaux infirmiers.

D'autre part, cette année, même les jeunes qui ont étudié pendant près de 3 ans pour obtenir un diplôme risquent fort d'aller grossir le lot des chômeurs.

Est-ce que cela signifie qu'on n'a plus besoin d'infirmiers à l'hôpital ? Bien sûr que non !

Cela est tout simplement scandaleux car, c'est uniquement pour une question de restrictions budgétaires décidées par le gouvernement.

SPORTIFS ET POLITIQUE

UNE NOUVELLE CARRIERE POUR MOHAMMED A L I :

SERVITEUR DE L'ETAT RACISTE AMERICAIN.

Le boxeur Mohammed Ali vient de se voir confier la tâche d'aller expliquer en Afrique au nom du président Carter - la politique des USA, notamment vis-à-vis de l'Union Soviétique.

Mohammed Ali était allé plusieurs fois en visite à la Maison Blanche où il avait rencontré le président Carter.

Celui-ci a passé la main dans le dos d'Ali et voilà ce dernier qui devient un gentil garçon serviable tout prêt à aider Carter !

Autrefois Ali était réputé pour ses déclarations tapageuses sportives ou politiques. Il avait refusé d'aller se battre au Viet-Nam alors même que cette prise de position nuisait à sa carrière de champion de boxe.

Le Ali de cette époque pourfendait les blancs racistes. Il faisait de ses matchs des spectacles où il ne manquait jamais l'occasion d'une déclaration sur les conditions de ses frères, victimes du racisme du système américain. Il passait aux yeux de certains journalistes blancs pour un pitre. Aujourd'hui, il est riche, des milliers de gens ont contribué à l'enrichir (particulièrement des noirs) en suivant passionnément tous ses combats de boxe.

Aujourd'hui, on est bien obligé d'admettre que dans son comportement il y avait beaucoup de cinéma et peu de conviction réelle.

Mais quoi qu'il en soit, ses vraies pitreries, Mohammed Ali vient de les commencer comme ambassadeur itinérant d'un pouvoir qui opprime les noirs aux USA. Le voilà parti en Afrique pour aider cet état, pour qui il refusa de combattre en Asie, à tromper les peuples d'Afrique pour mieux les écraser demain.

LE SPORTIF LUCIEN SAINTE–ROSE CONTRE LES JEUX DE MOSCOU

Le débat sur la participation française aux Jeux Olympiques continue de plus belle. Et un journaliste a eu l'idée, pour Radio-Caraibe, d'interroger des sportifs antillais sur leur éventuelle participation ou sur leur désir de boycott.

Les sportifs antillais seraient divisés sur la conduite à tenir. En tout cas nous avons eu droit à une réponse nette et claire du sprinter de l'équipe de France Lucien Sainte-Rose qui déclara que de toute façon le sport était lié à la politique. Il dit fort justement que le simple fait qu'il y ait un ministre des sports était une preuve. Il donna au passage un coup de chapeau à ce ministre pour son action et poursuivit en disant donc que sa position «en tant qu'homme» était de ne pas participer aux Jeux Olympiques de Moscou. On suppose que Sainte-Rose désapprouve l'acte de l'Union Soviétique envers l'Afghanistan.

Fort bien ! Une question à «l'homme» Sainte-Rose : quittera-t-il l'équipe de France patronnée selon ses propres dires par un ministre d'un gouvernement qui ne cesse d'intervenir militairement dans les affaires d'autres petits pays comme c'est encore le cas aujourd'hui avec l'intervention des navires de guerre et hélicoptères français en Tunisie ?

Ou bien Sainte-Rose estime-t-il légitime de participer à des épreuves sportives sous le drapeau d'un impérialisme qui dans le domaine des interventions contre les peuples peut largement en remontrer aux Soviétiques. ?

JEUX OLYMPIQUES

Politique et bonnes affaires

La presse continue de reprendre et d'amplifier les déclarations de Carter sur le boycott des Jeux Olympiques.

Les uns justifient les menaces de Carter, les autres les condamnent au nom de «l'idéal olympique». Et ils se prononcent contre l'intervention de la politique dans le sport.

Mais ces prises de position révèlent une belle hypocrisie de la part de tous ces gens. Car il y a belle lurette que sport et politique se mélangent.

D'habitude les états tiennent plutôt à ces grands spectacles sportifs bien orchestrés, où l'attention de la planète toute entière est mobilisée et où l'on prône une hypocrite fraternité qui n'existe pas, du moins pas sous la férule des états.

Carter inaugure une autre utilisation des Jeux au service de sa politique : ne pas y participer. !

Carter n'a cure ni de «l'idéal olympique», ni de la «fraternité» entre jeunes ou entre peuples.

Ce qui l'intéresse c'est ce qu'il peut tirer de ces Jeux au point de vue politique. Et aujourd'hui ses intérêts politiques lui commandent de jouer l'indignation et d'apparaitre comme celui qui ne veut pas se compromettre dans les mêmes lieux que les soviétiques.

Le gain politique visé c'est de resserrer autour des USA les rangs de ses alliés. C'est ainsi que Giscard tout en prenant une position prudente cherche à faire des gestes qui montrent qu'il est de tout cœur avec le grand allié américain. C'est ce qui explique le fameux communiqué «historique» franco-allemand demandant aux Russes de quitter l'Afghanistan. Sans toutefois qu'il soit envisagé aucune mesure de rétorsion envers l'URSS. Les impérialistes Français et Allemands ont trop d'intérêt en jeu à Moscou pour jouer les vertueux. Carter en se servant à sa manière des Jeux Olympiques n'a en rien innové.

Tous les gouvernements de l'Est comme de l'Ouest ont utilisé et utilisent les compétitions sportives et en particulier les Jeux Olympiques pour regrouper autour d'eux leur population et ainsi raffermir leur pouvoir. Ainsi, la quarantaine de médailles recueillies par la RDA aux Jeux de Montréal en 1974 est présentée par les autorités du pays comme la preuve de la justesse de leur politique sportive, voire de leur politique tout court. La France actuellement soigne particulièrement ses athlètes, en contrepartie, Soisson leur réclame des médailles à Moscou. Le gouvernement français aimerait voir les couleurs françaises déployées à Moscou, afin de raviver le chauvinisme national.

Les états ne sont pas les seuls à utiliser les Jeux pour la politique : une multitude de capitalistes font de la politique avec les Jeux, cette politique là, elle, est économique. C'est l'occasion pour les firmes de se remplir les poches directement, ou indirectement par la publicité. Une chaine de télévision américaine a acheté pour 80 millions de dollars le droit de diffusion des compétitions olympiques. La compagnie Thompson CSF a signé avec l'U.R.S.S. des contrats substantiels pour équiper les stades.

Par le biais de la publicité, des sociétés de production d'articles de sport utilisent les compétitions et les sportifs pour augmenter leurs profits. Même si lors de la compétition le nom de la marque n'apparait pas, la publicité a lieu généralement sous la forme «Fournisseur de l'équipe X des Jeux Olympiques».

«L'idéal olympique» a donc toujours été une fiction, servant de paravent à toutes sortes d'intérêts. Et il faut toute l'hypocrisie des dirigeants et des journalistes bourgeois pour faire semblant de le découvrir aujourd'hui.

Noël CANTIUS

ELYSEE REFAIT SURFACE !

Elysée refait parler de lui. Le personnage avait été muet pendant toute une longue période, lorsque Dijoud avait parlé de supprimer une partie de l'indemnité de vie chère, encore appelée 40 %. Max Elysée, par toutes ses déclarations antérieures était connu comme partisan de cette mesure et il avait été conspué lors de la grève des fonctionnaires d'octobre 1979.

Maintenant que toute cette agitation est retombée, il refait surface et essaie d'apparaitre comme un homme de réflexion et de dialogue. Ecoutons-le dans une interview donnée au journal catholique «Aujourd'hui dimanche» :

«. . . Il faut accepter le dialogue avec respect et considérer celui qui est en face, même si vous ne partagez pas toutes ses idées».

«Faire ensemble, voilà ce que veut l'ARUM (Association pour le Renouveau et l'Unité de la Martinique, club créé par Elysée) On ne peut pas faire n'importe quoi avec n'importe qui».

«L'ARUM, c'est une volonté de contacts, une volonté d'échanges, une volonté d'information réciproque et si possible d'entraide au-delà des idéologies».

Après avoir prêché d'aussi belle manière la reconciliation et la fraternité entre les martiniquais, toutes choses qui ont l'avantage de sonner bien et de coûter fort peu, Elysée nous donne le fond de sa pensée politique :

«. . . notre régime, c'est quand même globalement le meilleur que l'on pouvait choisir»

«. . . la départemenatlisation . . . est la plus apte à conduire le développement économique sans souffrance pour les plus démunis»

Quand cela passe par la défense de la politique de conteneurisation sur le port de Fort-de-France, politique qui a privé d'emploi des dizaines de dockers, par l'apologie de la réduction des salaires des fonctionnaires, on voit ce que «les plus démunis» ont à attendre de cet ARUM qui, décrit par la bouche d'Elysée, semble très beau mais dont l'arôme a une odeur connue déjà : celle de l'argent des capitalistes, dont Elysée fait partie et qu'il défend sous un bavardage sémillant.

Guatemala : Les crimes de la dictature ne la sauveront pas

Quarante victimes ont été retrouvées sous les décombres de l'ambassade d'Espagne au Guatémala : quarante personnes assassinées par la police. Telle a été la réponse de la dictature guatémaltèque à l'occupation pacifique de cette ambassade par vingt paysans sans terre. Réponse combien odieuse et méprisable que celle qui consiste à envoyer deux cents policiers déchainés qui défoncèrent portes et fenêtres de l'immeuble à la hache, avant d'attaquer malgré les protestations de l'ambassadeur d'Espagne déjà en pourparlers avec les paysans en lutte.

Vingt paysans étaient donc venus en ville porter leurs revendications. En occupant l'ambassade d'Espagne ils espéraient faire aboutir leur requête contre le gouvernement guatémaltèque.

Celui-ci est une des différentes dictatures militaires qui se sont succédées à la tête du pays après le renversement en 1954 du président Arbenz de tendance progressiste par une bande de mercenaires soutenus par les Etats-Unis. Ces dictatures s'appuient sur les couches les plus réactionnaires du Guatémala, riches propriétaires fonciers, industriels ou commerçants.

Sous cette dictature la moindre vélléité de contestation est noyée dans le sang : 20 000 paysans, ou militants syndicalistes ou encore personnalités de tendance libérale, ont été assassinés à cause de leur opposition au régime, cela depuis 1954. C'est justement contre cette répression exercée par l'armée dans leur province que les paysans du Quiche étaient venus protester. Ils réclamaient qu'elle cesse, ainsi que des informations sur les membres de leur famille disparus récemment.

Le massacre du 31 janvier a mis en lumière dans le monde entier la situation révoltante imposée à la population guatémaltèque. L'Espagne a même rompu toute relation diplomatique avec ce pays.

Au Guatémala, le gouvernement espère par la violence de ses bandes armées, étouffer toute opposition. Mais les révoltes paysannes pour la prise de terres continueront : les ouvriers des villes et des campagnes sont organisés avec l'intention de lutter. Tous, ils savent aussi qu'en Iran, au Nicaragua, la répression n'exprimait que la peur des dictateurs et qu'elle n'a jamais pu arrêter la lutte de ceux qui veulent une autre vie. Au contraire.

TUNISIE

SUITE DE LA PAGE 1

Un autre témoignage précise : «. . . Mais «personne parmi les forces de l'ordre n'a sem«blé s'apercevoir que certains rebelles se réfu«giaient parmi la population où ils comptent «d'indéniables sympathies, principalement «dans les souks.»

Ce fut donc bel et bien à un début de soulèvement populaire que l'armée de Bourguiba eut à faire face. L'ampleur de la répression, les ratissages des médinas, des souks et de tous les quartiers, maison par maison en atteste. La découverte de caches contenant un arsenal d'armes de toutes sortes et en nombre impressionnant prouve que le soulèvement fut préparé de longue date avec le soutien d'une fraction de la population. Non, la thèse de la «main étrangère» ne peut tenir. C'est un prétexte qui permet au gouvernement tunisien de masquer les oppositions à sa politique dictatoriale représentée par Bourguiba. En parlant de «main étrangère» il faudrait plutôt citer la France. La seule intervention étrangère dans ces évènements est celle de l'armée française. Des appareils militaires français, pumas et transall, survolent la ville de Gafsa. Plusieurs navires français dont le lance-missiles Colbert sont au large des côtes tunisiennes.

L'impérialisme français et le gouvernement tunisien savent ce qu'ils font : la rapidité avec laquelle le premier est intervenu et l'ampleur de la répression perpétrée par le second sont à la hauteur de leur peur. Ils savent qu'en Tunisie les travailleurs et la population n'ont jamais accepté la dictature et la soumission à l'impérialisme;ils savent qu'il existe en Tunisie un mouvement ouvrier puissant et des milliers de travailleurs qui vomissent la dictature de Bourguiba et qui demain peuvent constituer pour eux un danger sérieux.

Pierre Jean Christophe.

BASSIN DE RADOUB

DERNIERE HEURE :

LE PATRON RECULE !

Le mardi 6 au soir, les ouvriers obtenaient de la SIGBR l'engagement de ne pas licencier ni de réduire les salaires. Les ouvriers menacés de licenciement (dont le nombre, de 8 au départ, est passé à 6 lorsque les travailleurs ont commencé la grève !) seront reclassés à la Camic, à la STS et à la Chambre de Commerce.

C'est un premier recul du patron. Sûr ces assurances les ouvriers ont repris le travail. Mais ils restent vigilants car les reclassements ne sont pas encore assurés de façon définitive.

La mobilisation a déjà payé ; si le patron ne respecte pas ses engagements, les ouvriers du Bassin sont décidés à lui parler une fois encore le seul langage qu'il comprenne vraiment : la lutte des travailleurs.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728